

## Investigative Commons : Une nouvelle ère dans le domaine des investigations sur les droits humains

par Di Luong

**The Investigative Commons a été lancé en tant que collaboration entre le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits humains (ECCHR), Forensic Architecture et FORENSIS en réponse à une époque où les faits et la vérité sont devenus des champs de bataille, et où les tendances racistes et nationalistes occupent nos terrains de paroles.**

Cet article présente un résumé de l'intervention d'Anne Schroeter « Investigative Commons : Une nouvelle ère pour les investigations sur les droits humains » lors de la conférence « L'investigation, c'est de la collaboration » ([Investigation is Collaboration conference](#)) organisée par le projet *Exposing the Invisible* du 2 au 6 août 2021.

Les avocat·e·s et les défenseuses et défenseurs des droits humains ne poursuivent pas systématiquement en procès les violations des droits humains seulement parce qu'ils et elles vont probablement gagner au tribunal. Parfois, il s'agit de sensibiliser, d'informer le public et de donner aux personnes et aux communautés une estrade pour aborder les problèmes. Les affaires de violations des droits humains sont portées en justice parce que les victimes et les survivant·e·s méritent d'avoir la possibilité de présenter leur cas devant les tribunaux en étant sur un pied d'égalité avec leurs agresseurs.

[Anne Schroeter](#) du Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits humains (ECCHR), explique que les gouvernements et les autres entités ayant l'autorité et les ressources nécessaires pour collecter des éléments de preuves sont de plus en plus souvent ceux et celles qui sont jugé·e·s pour des violations des droits humains, et qu'on ne peut donc pas leur faire confiance en tant qu'organe indépendant. Il faut agir davantage pour garantir un processus équilibré de collecte des éléments de preuves et pour sensibiliser le public à ce type de questions.

Bien que les éléments de preuves de violations des droits humains sont généralement présentés devant les tribunaux, ces éléments de preuves peuvent également être communiqués et diffusés dans d'autres enceintes, notamment par le biais de la sensibilisation du public, de reportages dans les médias, ainsi que de projets artistiques et culturels. L'objectif est d'approfondir la compréhension et la prise de conscience par le public des actes répréhensibles et abus commis dans le monde par le biais de moyens et de formats qui trouvent un écho auprès des gens dans de nombreux contextes. Le changement social ne doit pas nécessairement avoir lieu dans une salle d'audience, il peut se produire lors d'un scrutin, par le biais d'une exposition d'art ou par une multitude d'autres moyens.

En 2021, un effort de collaboration interdisciplinaire visant à examiner et à partager les éléments de preuves de violations des droits humains avec un public plus large a été lancé à Berlin sous le nom d'Investigative Commons. Grâce à des investigations menées en collaboration avec des journalistes, des investigateurs, investigatrices, des reporters, des artistes, des avocat·e·s, des activistes, des architectes, des scientifiques et des institutions culturelles partageant un état d'esprit et leurs méthodologies respectives, Investigative Commons s'efforce de rendre et demander des comptes sur les responsabilités dans le champ des violations des droits humains et ce dans de multiples contextes, notamment les cours de justice, les institutions culturelles, les tribunaux populaires et les plateformes médiatiques. Initié par l'ECCHR, Forensic Architecture et FORENSIS (une nouvelle ONG créée par Forensic Architecture à Berlin), Investigative Commons comprend aussi une série d'autres organisations telles que Haus der Kulturen der Welt, Mnemonic, Bellingcat, Laura Poitras/Praxis Films et se veut un réseau croissant d'individus professionnels, d'ONG et d'institutions culturelles pour encourager le dialogue public sur les questions de droits humains.

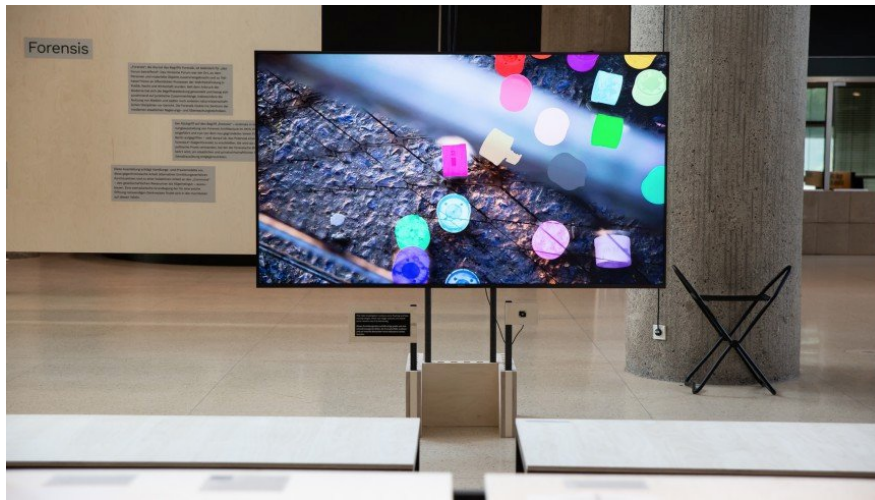
Investigative Commons est un espace d'expérimentations pour des nouvelles méthodologies. Les projets sont choisis dans les domaines où se croisent les partenaires et autres collaboratrices, collaborateurs et dans les champs qui pourraient avoir le plus grand impact lorsque les méthodes de chaque organisation sont combinées. Chaque investigation est unique grâce à une combinaison de compétences, de créativité et d'expertise. Par exemple, des expert·e·s ayant des compétences dans le domaine de la machine learning, de la réalité augmentée et des jeux vidéos ont inspiré ce projet.

Il est également prévu que The Investigative Commons accueille des résidences et implique des membres de la communauté du travail des droits humains pour des ateliers et des débats afin d'apprendre de leurs expériences sur le terrain. Le travail effectué dans cet espace peut mener à des procédures légales en fonction des éléments preuves recueillies. Pour l'instant, Investigative Commons considère que tous les supports d'informations et de diffusions ont une valeur fondamentale et égale dans la quête de la justice.

Au cours de la dernière décennie, ECCHR et Forensic Architecture ont coopéré pour dénoncer les crimes contre les droits humains dans le monde entier, tels que les conditions de travail au Pakistan ([working conditions in Pakistan](#)), les tortures en Syrie ([torture in Syria](#)) et les chasses et rejets à la frontière de Melilla ([Spanish push-backs](#)).

- *Les efforts de collaboration de ECCHR et Forensic Architecture ont également conduit à un autre projet commun avec [Bellingcat](#) et Yemeni Archive : [European Arms In The Bombing Of Yemen](#). La plateforme présente des informations qui visent à aider les autorités judiciaires internationales et nationales à investiguer les responsabilités pénales des entreprises et des gouvernements européens dans la facilitation potentielle des crimes de guerre perpétrés par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen. La plateforme sert également d'outil à la société civile pour mieux comprendre le rôle du commerce européen des armes dans la guerre au Yémen.*

Investigative Commons a organisé une exposition à Haus der Kulturen der Welt à Berlin de juin à août 2021 et prévoit une [conférence](#) le 9 octobre 2021 au même endroit.



*Forensic Architecture | Investigative Commons, Exhibition view | © Miguel Bruschi/HKW. Source d'image: [https://www.hkw.de/en/programm/projekte/2021/investigative\\_commons/start.php](https://www.hkw.de/en/programm/projekte/2021/investigative_commons/start.php)*

---

\*Anne Schroeter est titulaire d'un LLM en droit international de l'Université de Glasgow et d'une licence en sciences politiques de l'université de Potsdam avec une mineure en droit public. Elle a travaillé avec Case Matrix Network, Syrian Archive et d'autres ONG sur des positions analytiques et juridiques concernant la responsabilité pour les crimes internationaux, l'analyse des preuves et la justice transitionnelle. Entre 2018 et 2019, elle a travaillé sur la Syrie avec l'équipe du programme *International Crimes and Accountability program* du Centre Européen pour les Droits Constitutionnels et Humains (ECCHR). Depuis juillet 2020, elle est la coordinatrice du projet Investigative Commons de ECCHR.

---

*Cet article fait partie d'une série qui comprend des publications produites par l'équipe de Exposing the Invisible au cours d'un projet d'un an (septembre 2020 - août 2021) soutenu par la Commission européenne (DG CONNECT).*



*Ce texte reflète le point de vue de l'auteur. La Commission n'est pas responsable pour tout usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.*

---